

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 11 FEVRIER 2022

Compte-rendu affiché en mairie le : 18/02/2022

L'an deux mille vingt-deux, le onze février, à dix-neuf heures et dix minutes, un conseil municipal exceptionnel s'est réuni, sous la présidence de monsieur Eric AZEMAR, maire, en session ordinaire dans la salle de conférences des thermes de Luchon (bâtiment Chambert), Cours des quinconces à Bagnères de Luchon, sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le maire, le neuf février deux mille vingt-deux conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du code général des collectivités territoriales.

M. le maire s'excuse pour le retard pris sur l'horaire initial (18 h 30) consécutif à un problème de photocopies des documents remis aux élus pour la séance.

M. le maire procède à l'appel des membres du conseil municipal.

Etaient présents : M. Eric AZEMAR, maire, M. Gilles TONIOLO, Mme Catherine DERACHE, Mme Sabine CAZES, M. Michel LERAY, Adjoints au Maire.

Mme Michèle BOY, Mme Françoise BRUNET LACQUE, M. Gilbert TORRES, M. Pierre FOURCADET, M. Olivier PERUSSEAU, Mme Michèle CAU, M. Louis FERRE, Mme Françoise DE SABRAN PONTEVES, Conseillers Municipaux.

Excusés :

M. Claude LACOMBE ayant donné procuration à Mme Sabine CAZES.

M. Jean-Christophe GIMENEZ ayant donné procuration à M. Gilbert TORRES.

Mme Marilyne DE FARCY DE PONTFARCY ayant donné procuration à Catherine DERACHE.

Absents : Mme Audrey CONAN, M. Gérard SUBERCAZE, M. John PALACIN.

M. le maire constate que le quorum est atteint (conformément à l'article L.2121-17 du CGCT et à la réglementation en vigueur au regard de la crise sanitaire COVID19, quorum au tiers).

M. le maire rappelle les consignes sanitaires en vigueur.

Il demande que la prise de parole soit réalisée avec un micro pour une bonne transcription du conseil.

Monsieur le maire ouvre la séance et propose que madame Sabine CAZES soit désignée en tant que secrétaire.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, madame Sabine CAZES ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

Monsieur le maire rappelle les procurations :

M. Claude LACOMBE ayant donné procuration à Mme Sabine CAZES.

M. Jean-Christophe GIMENEZ ayant donné procuration à M. Gilbert TORRES.

Mme Marilyne DE FARCY DE PONTFARCY ayant donné procuration à Catherine DERACHE.

Il est procédé à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour.

M. le maire indique aux élus que le point numéro 3 est supprimé, il s'agissait de l'autorisation de vente de matériel de LFBE comme cela vient d'être vu en Conseil d'exploitation de la régie des thermes.

M. le maire rappelle aux élus qu'ils ont été destinataires du procès-verbal de la séance précédente par courriel et leur demande s'ils ont des questions.

Pas de questions, le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Le point n° 7 de l'ordre du jour, « régime des délégations » est examiné en premier lieu.

AFFAIRES COMMUNALES

7/ REGIME DES DELEGATIONS – COMPTE-RENDU DES DECISIONS INTERVENUES

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rend compte aux élus des décisions intervenues dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'autorisation du 23 mai 2020 lui conférant délégation pour assumer la simplification et l'accélération des affaires de la commune.

Au titre du deuxième du texte des délégations au maire :

- Considérant que les établissements de M. Thierry BARDAI ont été ouverts, du 1er janvier au 11 août 2021 pour celui situé au 75 allée d'Etigny et du 13 août au 31 décembre 2021 pour celui situé au 56 allée d'Etigny. Le montant de la redevance d'occupation du domaine public pour l'année 2021 a été calculé au prorata temporis.
M. Thierry BARDAI devra s'acquitter de la somme de 303,03€ pour l'établissement situé au 75 allée d'Etigny ainsi que de la somme de 171,90€ pour l'établissement situé au 56 allée d'Etigny.
- Considérant que M. Mohand Tahar ABBA n'est plus le gérant de l'établissement « Hôtel Les Lilas », sis au 3 allée d'Etigny, depuis le 1er juillet 2021, le montant de la redevance d'occupation du domaine public pour l'année 2021 a été calculé au prorata temporis.
M. Mohand Tahar ABBA devra s'acquitter de la somme de 214,95€ pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 2021.
- Les artistes, commerçants ambulants, ou directeurs de cirques souhaitant s'installer sur le domaine public communal, devront, après avoir obtenu l'autorisation de l'autorité municipale, s'acquitter d'un droit de place de 4,00 euros pour une première tranche incompressible de 3 mètres linéaires puis de 0,60 euro par mètre supplémentaire et par jour.
Ces tarifs sont applicables tous les jours à l'exception des grandes manifestations (fête des fleurs, Tour de France).
- La convention de concession de loge du marché couvert situé dans la halle de la place Gabriel Rouy à Bagnères de Luchon conclue, le 1er décembre 2021, entre la commune et monsieur BIANCO Jean-Roch à compter du 1er décembre 2021 pour la loge n° 5 d'une superficie de 16 m² réservée aux activités de « Epicerie fine italienne, fabrication artisanale de pâtes à consommer sur place et à emporter ». La durée de cette concession est de 2 ans renouvelable 1 an, du 1er décembre 2021 au 30 novembre 2024. Monsieur BIANCO Jean-Roch devra s'acquitter d'une redevance journalière de 0,24 euros par mètres carrés, soit 3,84 euros journaliers, payable au trimestre. Le montant annuel est de 1401,6 euros.

Au titre du quatrième du texte des délégations au maire :

VILLE

- Le contrat garantie n° 1-I39ZTM9 avec EDF Collectivités (Electricité de France), Paris 8e, 22-30 avenue de Wagram, représentée par M. Lionel ZECRI pour la fourniture d'électricité pour l'éclairage du stade municipal à Montauban de Luchon. Le contrat a pris effet le 01/10/2021.
L'abonnement s'élève à 23,82 euros HT mensuels, le coût est de 10,654 c€/kWh HT dont coût de capacité c€/kWh HT de 0,605. La facturation est mensuelle.
- La convention de partenariat avec l'association Mon Cinéma Sans Image pour le report du spectacle des Causeries Musicales de Jean Musy initialement prévu le 8 avril 2021 et qui s'est tenu le 14 octobre 2021.

La commune s'engage à mettre à disposition gracieusement la salle Henri Pac avec son équipement en son et lumière, le piano Diapason accordé et sa banquette, un technicien lumière, un technicien son et le personnel de sécurité.

- L'achat en l'état du véhicule RENAULT immatriculé EG-170-VS à monsieur DABAT Jérôme pour un montant de 5 000,00 € T.T.C.
- Est approuvé l'avenant N°1 au marché à procédure adaptée relatif aux travaux de réhabilitation et extension de la piscine d'été Alban Rougé de Bagnères de Luchon – lot désamiantage, démolition, terrassement, avec la Société Nouvelle Rouge Seguela – Chemin de la tribune – Pradettes – 31 110 Moustajon modifiant la répartition des montants du marché entre co-traitants.
- Dans le cadre du programme de l'ADEME « Territoires de Services et de Coopérations » (Coop'Ter) pour lequel la commune a été retenu,
Est désigné, pour l'accompagnement « Economie de la Fonctionnalité et de la Coopération » (EFC) de la collectivité, le cabinet Didier Bonnin Conseil et MP Conseils (Mélanie Pépin, accompagnateur Coop'ter (18 bis rue Bernard Mulé – 31400 TOULOUSE).

Les honoraires se décomposent comme suit :

44,5 jours d'accompagnement (terrain et back office) à 1123,60 € HT, soit 50 000,20 € HT, soit 60 000,24 € TTC, frais de déplacement inclus.

Le projet Coop'ter devrait prendre en charge 70 % de cet accompagnement, soit un reste à charge pour la collectivité de 18 000,00 € TTC.

- Le marché à procédure adaptée relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour l'agenda d'accessibilité programmée de la Commune de Bagnères de Luchon avec ACTA ARCHITECTURE – 5, avenue du 143e RIT – 64 000 PAU pour un montant provisoire de rémunération de 105 920,00 euros HT soit 127 104,00 euros TTC.
- La conclusion d'un contrat commercial de prestation de portage salarial avec la société du groupe ITG, exerçant à titre exclusif l'activité de portage salarial (18 rue de la Ville l'Evêque – 75008 PARIS), représentée par monsieur Patrick LEVY-WAITZ, président.
En l'absence de Directeur administratif et Financier (DAF), la commune confie à ITG la réalisation de prestations d'accompagnement comptable, budgétaire et financier au tarif de 500.00 euros HT par jour.
Les périodes sont les suivantes : 2 jours pour la période du 11/07/2021 au 09/09/2021, 6 jours par mois pour la période du 15/11/2021 au 31/03/2022.
Les frais pris en charge par le client sont les frais de déplacement, de péage et de nuitées quand nécessaire.
- La convention d'engagement avec l'Eurl ID2 Loisirs pour l'animation Escape Game qui est un jeu d'énigme qui s'adresse à tous les publics à partir de 8 ans et qui a été diffusé sur écran interactif le 29 décembre 2021 de 14h à 18h à la salle Henri Pac pour un montant de 780€ TTC.
- Le contrat de cession avec M.A.S. Production pour le spectacle de Théâtre Musical de « Offenbach For Ever » de Jean-Marc Biskup, musique de Jacques Offenbach qui a eu lieu le 28 décembre 2021 au Théâtre de Luchon à 21h pour un montant de 3692.50€, se sont rajoutés les frais d'hébergement pour 7 personnes du 26/12/2021 au soir au 29/12/2021 et les frais de repas pour 7 personnes du 26/12/2021 au soir au 28/12/2021 au soir.

- La convention dans le cadre de l'ouverture de la station de Luchon Superbagnères pour la Saison hivernale 2021/2022. La commune a mis en place, avec la régie des stations de Haute Garonne, 76 avenue Jean Jaurès 31110 BAGNERES DE LUCHON, représentée par Monsieur Georges MERIC, Président, des accords tarifaires, afin que la régie puisse proposer des titres de remontées mécaniques à un tarif préférentiel.
- L'avenant N°1 au marché d'appel d'offres ouvert de prestations de services en assurances – lot 1 responsabilité civile et risques annexes, avec la Société MMA – 14, Boulevard OYON – 72 030 Le Mans pour un montant en moins-value de 627, 50 euros toutes taxes d'assurances comprises.
- L'avenant N°2 au marché à procédure adaptée de maintenance du système de sécurité incendie, avec la Société DEF OCCITANIE – 3, Avenue de l'Industrie – 31 150 BRUGUIERES relatif à la prolongation de la durée du marché public. Cet avenant est sans incidence financière.
- La modification de tarifs 2022 pour le golf concernant les cotisations annuelles (majoration de + 3 %), sur la cotisation hiver, green-fee journalier hiver, location annuelle casier, carte de practice 11 seaux et création greenfee étudiants (- 26 ans).
- Un partenariat conventionné est établi entre le Conseil départemental de l'Accès au Droit de la Haute-Garonne (CDAD) et la Mairie de Bagnères de Luchon afin de développer une politique d'aide à l'accès au droit. En vue de favoriser l'accès au droit à tous les citoyens confrontés à un problème de nature juridique, des consultations.
- gratuites sont assurées par des avocats inscrits au barreau de Saint-Gaudens. Au titre de sa participation, la Ville de Bagnères-de-Luchon procédera pour la période d'un an, couverte par la convention, au mandatement d'une subvention d'un montant de 1 900 € (mille neuf cents euros) à raison d'une permanence de 3h par mois versée à l'ordre du Conseil Départemental de l'Accès au Droit.
- Le marché à procédure adaptée relatif à l'étude prospective sur le développement d'une offre de transport en commun sur l'unité urbaine de Bagnères de Luchon, avec la SAS TECURBIS – 80, rue Taitbout – 75 009 PARIS pour un montant global et forfaitaire de 21 525,00 € HT soit 25 830,00 € TTC.
- La mission avec la société EXOAU domiciliée 5 rue de Condé à Bordeaux (33000), afin de réaliser un audit informatique qui consiste à fournir une vue la plus détaillée possible du système d'information (SI) ainsi qu'un schéma complet et documenté de l'infrastructure par site.
Le montant de cette opération s'élève à un coût total de 7 000€ HT dont 1 000€ HT à la signature. Le solde sera versé à la réception de la facture après la présentation du rapport de mission.
- La mise à disposition par la commune de Bagnères de Luchon au CCAS de Bagnères de Luchon, à titre gratuit, de la maison dite « des ateliers » de type T4, d'une superficie de 80 m², sise 12 avenue de Toulouse 31110 BAGNERES DE LUCHON, pour une personne actuellement sans domicile fixe sur la commune.
Cette mise à disposition est valable pour la période hivernale, elle prendra fin lorsque les démarches auprès des bailleurs sociaux auront aboutis et au maximum à la fin de la trêve hivernale.
- La mise à disposition par la commune de Bagnères de Luchon au CCAS de Bagnères de Luchon, à titre gratuit, de l'appartement de type T1 bis, situé au 2nd étage et d'une superficie de 70 m², sis 17, rue Azémar 31110 BAGNERES DE LUCHON, pour une personne actuellement sans domicile fixe sur la commune.
Cette mise à disposition est valable pour la période hivernale, elle prendra fin lorsque les démarches auprès des bailleurs sociaux auront aboutis et au maximum à la fin de la trêve hivernale.

- La convention de mise à disposition ponctuelle de la salle de réunion du rez-de-chaussée passée à titre payant avec la société SOCAB, représentée par M. CASSE, domiciliée Boulevard Pasteur à Saint-Gaudens (31800) pour un montant de quatre-vingts euros pour l'organisation d'une réunion de copropriétaires.

THERMES

- Le contrat de prestation de service pour la réalisation des analyses bactériologiques des prélèvements d'autocontrôles avec le laboratoire BIOQUAL, situé 23, rue Henri Fabre – Z.A. de Pic – 09100 PAMIER. Le montant minimum est de 10 375.90€ HT et maximum de 21 311.80€ HT, soit entre 12 451.08€ TTC et 25 574.16€ TTC maximum ; les frais de déplacements étant en plus. Le contrat est signé pour une durée d'un 1 an à partir du 15 mars 2021.
- Le contrat de recrutement passé avec l'agence Intermed 11, Rue de Clocheville 37000 TOURS, relatif au placement en CDD d'un Infirmier, pour la saison thermale du 07 juin au 14 novembre 2021.
- Le contrat de location d'une machine à affranchir avec la SAS DOC'UP pour un montant de 1027.00 € HT soit 1232.40 € TTC par an, pour la durée du contrat, maintenance comprise. Le contrat de location court sur une durée de 24 mois à compter de janvier 2022.
- Le marché à procédure adaptée concernant le marché de travaux de rénovation et mise en sécurité de l'établissement thermal de Bagnères de Luchon — Lot N O I — Equipements thermaux avec l'entreprise Scophydro —ZA La Fourcade — 32 200 GIMONT pour un montant de 33 148,00 euros HT soit 39 778,68 euros TTC.
- Le marché à procédure adaptée concernant le marché de travaux de rénovation et mise en sécurité de l'établissement thermal de Bagnères de Luchon — Lot N°3- Menuiseries extérieures avec l'entreprise Cance constructeur métallique- Route de la Montjoie-64 800 NAY pour un montant de 94 780,00 euros HT soit 113 736,00 euros TTC.
- Le marché à procédure adaptée concernant le marché de travaux de rénovation et mise en sécurité de l'établissement thermal de Bagnères de Luchon — Lot N°5- Dégrillage eau de refroidissement avec l'entreprise MECAN'EAU – 15, rue de la pépinière- 13 004 MARSEILLE pour un montant de 46 200,00 euros HT soit 55 440,00 euros TTC.
- Le marché à procédure adaptée concernant le marché de travaux de rénovation et mise en sécurité de l'établissement thermal de Bagnères de Luchon — Lot N°6- Mise en conformité ICPE chaufferie avec l'entreprise PYREOTHERM- 3, impasse du Crabère-31 800 Estancarbon pour un montant de 21 086,89 euros HT soit 25 304,27 euros TTC.
- Le marché à procédure adaptée concernant le marché de travaux de rénovation et mise en sécurité de l'établissement thermal de Bagnères de Luchon — Lot N°7- Ascenseurs secteur vaporarium avec l'entreprise Pyrénées bâtiment service-Avenue des 13 ponts- 31 510 Galié pour un montant de base de 44 828,00 euros HT et une prestation supplémentaire relative à la machine traction Gearless de 2000,00 euros HT, soit un montant total de 46 828,00 euros HT soit 56 193,60 euros TTC.
- Le marché à procédure adaptée concernant le marché de travaux de rénovation et mise en sécurité de l'établissement thermal de Bagnères de Luchon — Lot N°8- Etanchéité du bassin bordeu avec l'entreprise Etandex-1416, Chemin de bordevieille-31 790 Saint Sauveur pour un montant de 31 504,69 euros HT soit 37 805,63 euros TTC.

- La prestation passée avec la société William Terry Conseil – 1 avenue de la Gare – CS 30068 – 40102 DAX CEDEX – pour l’activation d’un site systemequalite.com (solution qualité cloud) et de son hébergement, à compter du 1er janvier 2022, pour une durée d’un an et pour un coût total de 2 250.00 € HT soit 2 700.00 € TTC.
- La prestation passée avec la société William Terry Conseil – 1 avenue de la Gare – CS 30068 – 40102 DAX CEDEX – relative à la remise en conformité du système pour l’audit Aquacert de février 2022 et du pilotage de l’audit de surveillance à distance avec l’auditrice en charge.
Montant de la prestation : 6 000.00 € HT soit 7 200.00 € TTC + forfait frais de déplacement : 1 825.00 € HT soit 2 190.00 € TTC. Montant total de la prestation : 7 825.00 € HT soit 9 390.00 € TTC.

Au titre du septième du texte des délégations au maire :

- Suite à la dissolution des régies de recettes du mini-golf et du tennis de la commune, il a été créé une régie de recettes par décision : DEC2020-0122
Il convient d’en modifier uniquement l’article 4. Les autres articles demeurent inchangés.

Article 4 : La régie encaissera les produites suivants :

Les droits d’entrée au mini-golf municipal ; Les redevances d’utilisation des courts de tennis municipaux. Les forfaits ski liés au dispositif Ski-Pass jeunes.

Au titre du onzième du texte des délégations au maire :

- La désignation de Maître Xavier LECOMTE (Société d’Avocats ACTEIS, 11 Port Saint Etienne - CS 78534 – 31685 TOULOUSE Cédex 6) afin de représenter les intérêts de la commune sur la requête présentée par monsieur Stéphane ROBINET devant le Tribunal Administratif de TOULOUSE aux fins d’annulation de son arrêté de suspension.
La mission du cabinet ainsi définie s’achèvera par la remise, par les soins de Me Xavier LECOMTE, du jugement à intervenir, et le cas échéant, par sa signification par huissier et le suivi de son exécution auprès de l’huissier.

La mission ne comprend pas l’assistance de la commune dans le cadre d’éventuels incidents d’exécution (tels que saisine du Juge de l’Exécution, audience de saisie des rémunérations, etc...) nés de l’exécution de la décision à intervenir, ni l’assistance à une éventuelle procédure d’appel.

Rémunération de la mission.

L’honoraire forfaitaire hors frais est fixé à un montant de 1500 euros hors taxes.

- La décision de missionner Maître Thierry GROSSIN-BUGAT, membre de la société SELAS ELIGE, inscrit au Barreau de Bordeaux, domicilié 70 rue de l’Abbé de l’Epée à Bordeaux (33000), afin de réaliser des prestations en vue de la liquidation de la Régie Luchon Forme et Bien-être.
Le taux horaire de la société d’avocats est de 210€ HT, hors frais de déplacements éventuels.

Au titre du vingtième du texte des délégations au maire :

THERMES

La souscription d’une ligne de trésorerie

Principales caractéristiques du crédit de trésorerie

Un crédit de trésorerie est souscrit auprès de l’Agence France Locale dans les conditions suivantes :

Ligne de Trésorerie

Date d’entrée en vigueur 30 décembre 2021

Date de remboursement final 364 jours après la date d'entrée en vigueur
Montant de l'encours plafond 800 000 Euros

Conditions financières

Taux d'intérêt **Ester + 0.60%** mensuel base exact/360
[Ester flooré à 0]

Commission de non-utilisation **0.20%** mensuel base exact/360
Commission d'engagement **0.20%** de l'encours plafond

Préavis tirage/remboursement **(J-1) 16H00**
Envoi avis tirage/remboursement Portail bancaire uniquement [Profil gestion]

Montant min tirage/remboursement 20 000 Euros.

Monsieur le maire demande à l'assemblée s'il y a des questions.

Mme CAU évoque la procédure adaptée concernant la piscine, les travaux de réhabilitation extension de la piscine, le lot de désamiantage, démolition, terrassement avec la société nouvelle Rougé Séguéla, Mme CAU demande de quels travaux il s'agit ?

M. le maire indique qu'il s'agit de la suite de ce marché, pour l'instant, seul le bassin a été touché.

Mme CAU indique que pour l'instant il y a un trou pour le bassin donc désamiantage sur le bassin, elle demande s'il reste encore des choses à faire au niveau du bassin ou est ce que c'est sur les vestiaires ou un autre bâtiment de la piscine que l'on fouille après avoir démonté, démoli le béton.

M. le maire indique qu'il est possible qu'il y ai des évacuations de fluides en fibrociment et donc ça, c'est impossible de le savoir avant démolition.

Mme CAU indique qu'il y a eu une démolition, la démolition du bassin, il lui semble avoir vu un gros trou.

Mme CAU reprend sur la démolition et le terrassement, elle souhaite savoir à quoi correspond le terrassement.

M. le maire répond qu'il s'agit d'approuver un avenant n° 1 au marché de procédure adaptée, il donnera si madame CAU le souhaite, le contenu exact de l'avenant.

Mme CAU confirme qu'elle le souhaite.

Mme CAU demande des informations complémentaires concernant la conclusion d'un contrat commercial de prestation de portage salarial en l'absence du DAF, la commune confie la réalisation de prestations d'accompagnement comptable, budgétaire, financier au tarif de 500€ hors taxes par jour pour les périodes,

- 2 jours pour la période du 11/07/2021 au 09/09/2021, 6 jours par mois pour la période du 15/11/2021 au 31/03/2022.

Elle souhaite savoir ce qui est prévu après le mois de mars 2022 ? Est-ce qu'il y aura quelqu'un à la mairie qui sera capable de faire ce travail ou pas ?

M. le maire répond qu'on le souhaite, c'est pour cela que cette décision a été prise, il risque d'y avoir une annexe à cette décision, si a personne n'est recruté mais ce n'est pas l'objectif.

Mme CAU indique que cela représente quand même - si on calcule bien - 15950€ déjà.

M. le maire répond par l'affirmative et rappelle que la collectivité est confrontée à une grande difficulté à trouver un directeur financier sur le marché.

Mme CAU évoque les accords tarifaires afin que la régie (SMOHGM) puisse proposer des titres de remontées mécaniques à titre préférentiel, elle demande si c'est légal ou pas parce qu'il lui semble que par le passé, la collectivité s'était fait « retoqué » déjà avec le SIGAS ainsi qu'à Luchon pour la piscine quand il y avait eu des tarifs préférentiels, dont notamment des tarifs pour les luchonnais.

Mme CAU pose une question sur le marché à procédure adaptée relatif à l'étude prospective sur le développement d'une offre de transport en commun sur l'unité urbaine de Bagnères-De-Luchon, elle pense que ça concernerait plutôt la communauté de communes parce que la ville de Luchon n'a pas la compétence transport. Mme CAU indique qu'elle n'a pas compris ce que c'est pour le territoire de la commune, c'est la communauté de communes qui dispose de la compétence transport urbain, donc la commune ne peut pas avoir la compétence et la communauté de communes ne peut pas l'avoir non plus, c'est un problème qui s'était posé depuis de très nombreuses années.

M. PERUSSEAU pose une question de détail concernant la redevance ou le droit de place de 4 euros que doivent payer les artistes, commerçants ambulants etc... sur le territoire communal.

M. PERUSSEAU demande si c'est applicable à tous les commerçants, y compris ceux qui sont sur les marchés couverts.

M. le maire répond que concernant le marché couvert, ce n'est pas 4 euros, c'est une autre tarification.

M. PERUSSEAU demande le montant de la tarification.

M. le maire répond que cela dépend des loges.

M. PERUSSEAU demande si c'est homogène par rapport aux 4 euros.

M. le maire répond que ce n'est pas 4 euros du tout car c'est beaucoup moins cher pour les commerçants du marché couvert (3, 84. Pour quelqu'un qui a 16 m²)

M. PERUSSEAU répond que c'est donc moins cher, c'est mathématique.

À 16 m². Si c'était ça ferait beaucoup plus que 3, 84€ avec 16 m². S'il était sur le territoire, s'il était affilié à artiste commerce ambulant, directeur du cirque et cetera, et cetera.

M. PERUSSEAU fait remarquer qu'il évoque ce point pour qu'il y ait une cohérence, et précise que si personne ne se plaint, pour lui, tout va très bien.

Il revient sur les prix par rapport aux mètres carrés, linéaires et aux tarifs selon l'emplacement sur le marché couvert ou à l'extérieur.

Pour l'instant ça va. Oui, mais sérieusement, ce je comprends pas, moi je comprends pas. Bah 16 m², 3, 84, l'autre, c'est 4€ pour 3 M linéaires. Alors ça donne évidemment pas des mètres carrés, mais en mètre carré, ça va être maximum 5 m², 6 m², 4€, alors que l'autre, c'est 163 84.

M. PERUSSEAU en déduit que le tarif au niveau du marché couvert est nettement plus bas et indique que cela ne le regarde pas, toutefois, il note que, pour le marché couvert, s'il peut se permettre, il pense qu'il y a une délibération qui traitait des tarifs.

M. le maire rappelle que le point qui est en train d'être vu est le régime des délégations.

Mme CAU revient sur tous les marchés à procédures adaptées concernant les travaux de rénovation de l'établissement thermal, elle demande si c'est les travaux qui devaient être faits avant l'ouverture et si ces travaux sont commencés, terminés, quasiment terminés.

M. le maire répond que la verrière est en cours de mémoire, et que tout est en cours de finition.

Mme CAU indique qu'elle souhaite avoir des informations, au titre du septièmement du texte des délégations au maire, concernant la régie de recettes « mini golf tennis ».

Elle rappelle qu'il y a eu une dissolution et pense qu'après, on refait à nouveau une régie, mais on doit y rajouter les forfaits. Mme CAU demande s'il était nécessaire de dissoudre au lieu de faire une annexe ou un complément.

M. le maire répond par la négative il s'agissait d'une demande de Madame la Trésorière.

Mme CAU indique qu'elle a une autre question, elle souhaite savoir d'où en est la procédure concernant monsieur Stéphane ROBINET devant le tribunal administratif.

M. le maire répond que c'est en attente sur la plateforme télérecours, il rappelle à l'assemblée que tout est reçu via cette plateforme. Pour l'instant rien n'a été reçu de son recours et monsieur Stéphane ROBINET a pris un nouveau poste mi-janvier, il a de nouvelles fonctions, il est parti.

Mme CAU demande s'il y a d'autres procédures en cours comme ça par rapport au personnel ?

M. le maire répond qu'il y a aussi un licenciement en cours mais il n'est pas possible d'en parler tant que l'entretien préalable n'est pas fait.

Mme CAU demande ce qui motivait l'arrêté de suspension de monsieur ROBINET.

M. le maire répond qu'il y a plusieurs choses et indique que ce ne sont pas des éléments qui peuvent être dit en public.

M. FERRE répond à Mme DANTES que l'on est en séance du conseil municipal, et souhaite rappeler que les conseillers municipaux ont droit à l'information, ils ne sont pas du public, ils sont des élus.

Mme DANTES répond par l'affirmative mais souligne qu'il y a également du public, elle précise à M. FERRE qu'il disposera des informations s'il le souhaite.

M. FERRE répond par l'affirmative, il le souhaite et aimerait vraiment les avoir parce que c'est une réponse faite régulièrement.

M. FERRE souligne que le conditionnel est un temps qui est beaucoup employé mais il souhaite avoir aussi du présent, c'est à dire qu'il aimerait vraiment avoir les informations.

Mme CAU est en attente depuis plusieurs mois d'un certain nombre d'informations, M. FERRE indique qu'il aimerait que ça se concrétise.

Monsieur le maire demande s'il y a d'autres questions.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de prendre acte.

Le conseil municipal prend acte.

M. le maire indique à l'assemblée que le premier point de l'ordre du jour traite du transfert de l'activité de Luchon forme et bien être aux thermes.

Il précise que puisqu'il y a du public qui n'a pas assisté au conseil d'exploitation, il va donner lecture des points principaux de cette délibération.

AFFAIRES THERMALES

1/ TRANSFERT DE L'ACTIVITE LUCHON FORME ET BIEN-ETRE (LFBE) AUX THERMES – Fin de la régie
« luchon forme et bien-être »

Rapporteur : M. le maire

M. le maire indique à l'assemblée que pour ce premier point de l'ordre du jour, puisqu'il y a du public qui n'a pas assisté au conseil d'exploitation, il va donner lecture des points principaux de cette délibération.

M. le maire rappelle à l'assemblée délibérante que la commune a décidé de lancer une consultation en vue de la concession de service public relative à la réhabilitation, au développement et l'exploitation et à la maintenance de l'établissement thermal.

Le programme des objectifs et des besoins dans cette recherche, prévoyait notamment

- «, il est proposé aux candidats de développer une offre de soins secs et/ou humides dédiés au bien-être. Le calibrage de cette zone ainsi que sa physionomie et la typologie des soins proposés sont laissés à la libre appréciation des candidats. Pour autant, cette zone devra être accessible aux utilisateurs des zones thermoludiques. Elle pourrait également être accessible directement par la zone d'accueil pour des clientèles ne souhaitant réaliser que des prestations de soins. »

- des annexes dont notamment l'organigramme et la plaquette tarifs de Luchon Forme et Bien-Etre,

Il est proposé aux candidats de développer une offre de soins secs et humides dédiée au bien être.

Le calibrage de cette zone ainsi que sa physionomie et la typologie des soins proposés sont laissés à la libre appréciation des candidats pour autant. Cette zone devra être accessible aux utilisateurs des zones thermo ludiques. Elle pourrait également être accessible directement par la zone d'accueil pour des clientèles ne souhaitant réaliser que des prestations de soins.

Des annexes, dont notamment l'organigramme et la plaquette tarifs de Luchon, forme et bien-être étaient fournies par le délégataire du service public des thermes retenu par délibération du Conseil municipal du 23 décembre 2021 qui propose la poursuite et le développement de l'activité SPA pour la durée de la délégation à partir de 2023 et pour les 30 ans à venir.

Il propose de répartir et regrouper les activités par thème dans le Vaporium en créant des strates, des niveaux, en regroupant sur chaque étage les activités propres à chacun des curistes.

Ainsi, le vaporium se décompose de la façon suivante,

- RDC : accueil / vestiaires / et cabines de boue
- R+1 : cabines d'eau : balnéo, douches à jet, baignoires carbogazeuses et soins étuves et vaporarium & bassins existants et créés (marche) et espaces BBL
- R+2 : espace thermo ludique, espaces de sport sec et salles de conférence et lieu de restauration ET espace bien être (en lieu et place de la salle de sport).
- Cet espace bien être est agrandi par la création de nouveaux espaces dans l'extension (placés entre les 2 bassins et l'extension) qui viendront en complément afin d'offrir une attraction indéniable et complète au site. En outre au R+3 un bassin extérieur avec grand solarium ouvert sur la canopée des arbres sera installé.
- Dans le bâtiment Chambert et Prince Imperial, une nouvelle organisation des espaces en les regroupant et les simplifiant non pas par niveau mais par pôle.
- **Un spa premium** se développe dans l'aile Ouest sur un seul niveau au R+1 et réutilisant des locaux aujourd'hui non utilisés

M. le maire rappelle à l'assemblée délibérante que dans l'attente de cette reprise et au regard des difficultés et déficits de LFBE de près de 370000€, par délibération en date du 22 décembre 2021, le conseil municipal a approuvé la cessation des opérations de la régie LFBE et a autorisé à démarrer les opérations de liquidation.

L'article R2221-17 du CGCT dispose en effet que la délibération du conseil municipal décidant de renoncer à l'exploitation de la régie détermine la date à laquelle prennent fin des opérations de celle-ci.

Les comptes sont arrêtés à cette date, l'actif et le passif de la régie sont repris dans les comptes de la commune. Le maire est chargé de procéder à la liquidation de la régie. Il peut désigner par arrêté, un liquidateur dont il détermine les pouvoirs.

Le Liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable, il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet du département, siège de la régie, qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable, cette comptabilité est annexée à celle de la commune.

Au terme des opérations de liquidation, la commune corrige ses résultats de la reprise des résultats de la régie par délibération budgétaire.

M. le maire rappelle aux élus que LFBE est un service public industriel et commercial en régie personnalisée et qu'il est fermé au public depuis le début de la crise sanitaire 2020, les locaux, partagés avec l'établissement de soins thermaux ne permettant pas de garantir la sécurité sanitaire durant l'épidémie de COVID-19.

Le personnel de droit privé, à l'exception de 3 agents, a ainsi été en chômage partiel depuis le début de la crise sanitaire.

M. le maire précise à l'assemblée que si l'établissement LFBE est en voie de liquidation, son activité sera cependant conservée dans le cadre de l'exploitation des thermes puisque les thermes de Luchon, sur l'année 2022, en reprenant des éléments corporels et incorporels de LFBE permettant l'exercice d'une

activité identique, proposeront, concernant la partie SPA, comme en 2021, des cures découverte de 2 jours avec comme soins :

- Application de boue,*
- Bain en immersion,*
- Vapeurs dirigées,*
- Douche au jet.*

Et, si les règles sanitaires 2022 le permettent, l'ouverture du Vaporarium et de sa piscine avec ses animations.

M. le maire indique aux élus qu'en application de l'article L 1224-1 du code du travail :

« Lorsque survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation du fonds, mise en société de l'entreprise, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise. »

M. le maire indique que le transfert l'activité entraîne, de plein droit, le transfert des contrats de travail, sans que ces derniers ne puissent, à cette occasion, être modifiés.

M. le maire indique qu'il convient par conséquent de prévoir que les thermes puissent être en mesure d'assurer budgétairement la reprise.

Pour assurer la continuité de la rémunération des agents et en l'absence de possibilité de désignation jusqu'à ce jour d'un liquidateur, monsieur le maire propose au conseil municipal de retirer la délibération du 22 décembre 2021, N° DEL20210171, et propose d'acter d'un nouveau calendrier pour la liquidation.

M. le maire rappelle aux élus que le conseil d'exploitation, en séance du 11 février 2022, a émit un avis favorable.

M. le maire indique à l'assemblée que pour résumer très clairement le contenu de la délibération, il s'agit, à la demande du Trésor public, de repousser de deux mois la dissolution de LFBE pour que les salaires puissent être payés suivant les formes.

La commune de Bagnères de Luchon a décidé de lancer une consultation en vue de la Concession de Service Public Relative à la Réhabilitation, au Développement, à l'exploitation et à la Maintenance de l'établissement Thermal De Luchon.

Le Programme des Objectifs & des Besoins prévoyait ainsi notamment :

- «, il est proposé aux candidats de développer une offre de soins secs et/ou humides dédiés au bien-être. Le calibrage de cette zone ainsi que sa physionomie et la typologie des soins proposés sont laissés à la libre appréciation des candidats. Pour autant, cette zone devra être accessible aux utilisateurs des zones thermoludiques. Elle pourrait également être accessible directement par la zone d'accueil pour des clientèles ne souhaitant réaliser que des prestations de soins. »

- des annexes dont notamment l'organigramme et la plaquette tarifs de Luchon Forme et Bien-Etre,*

Le Déléataire du service public des Thermes, retenu par délibération du 23 décembre 2021, propose la poursuite et le développement de l'activité Spa pour la durée de la délégation, à partir de 2023 et pour les 30 ans à venir.

Il propose de répartir et regrouper les activités par « thème » dans le vaporarium en créant des « strates », des niveaux en regroupant sur chaque étage les activités propres à chacun des curistes.

Ainsi, le vaporarium se décompose de la façon suivante :

- RDC : accueil / vestiaires / et cabines de boue
- R+1 : cabines d'eau : balnéo, douches à jet, baignoires carbogazeuses et soins étuves et vaporarium & bassins existants et créés (marche) et espaces BBL
- R+2 : espace thermo ludique, espaces de sport sec et salles de conférence et lieu de restauration ET espace bien être (en lieu et place de la salle de sport).
- Cet espace bien être est agrandi par la création de nouveaux espaces dans l'extension (placés entre les 2 bassins et l'extension) qui viendront en complément afin d'offrir une attraction indéniable et complète au site. En outre au R+3 un bassin extérieur avec grand solarium ouvert sur la canopée des arbres sera installé.
- Dans le bâtiment Chambert et Prince Imperial, une nouvelle organisation des espaces en les regroupant et les simplifiant non pas par niveau mais par pôle.
- **Un spa premium** se développe dans l'aile Ouest sur un seul niveau au R+1 et réutilisant des locaux aujourd'hui non utilisés.

Dans l'attente de cette reprise et aux regards des difficultés et déficits de « Luchon Forme et Bien-Etre » de près de 370000 €, par délibération en date du 22 décembre 2021 (N° DEL20210171), le conseil municipal a approuvé la cessation des opérations de la régie à personnalité morale et autonomie financière « Luchon Forme et Bien-Etre » et a autorisé à démarrer les opérations de liquidation.

L'Article R2221-17 du CGCGT dispose en effet que :

« La délibération du conseil municipal décidant de renoncer à l'exploitation de la régie détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de celle-ci.

Les comptes sont arrêtés à cette date.

L'actif et le passif de la régie sont repris dans les comptes de la commune.

Le maire est chargé de procéder à la liquidation de la régie. Il peut désigner par arrêté un liquidateur dont il détermine les pouvoirs. Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet du département, siège de la régie, qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Cette comptabilité est annexée à celle de la commune. Au terme des opérations de liquidation, la commune corrige ses résultats de la reprise des résultats de la régie, par délibération budgétaire ».

Il est rappelé que, Luchon Forme et Bien Être, service public industriel et commercial en régie personnalisée, est fermé au public depuis le début de la crise sanitaire 2020, les locaux partagés avec l'établissement de soins thermaux ne permettant pas de garantir la sécurité sanitaire durant l'épidémie de Covid19. Le personnel de droit privé, à l'exception de 3 agents a ainsi été en chômage partiel depuis le début de la crise sanitaire.

Si l'établissement LUCHON FORME et BIEN ETRE est en voie de liquidation, son activité sera cependant conservée dans le cadre de l'exploitation des termes puisque les Thermes de Luchon sur l'année 2022, en reprenant des éléments corporels et incorporels de LFBE permettant l'exercice d'une activité identique, proposeront, concernant la partie spa, comme en 2021 :

- Les cures découvertes 2 jours :
Soins : Application de boue, bain en immersion, vapeurs dirigées, douche au jet.
- Si les règles sanitaires 2022 le permettent, l'ouverture du Vaporarium et de sa piscine avec ses animations,

Or, en application de l'article L 1224-1 du code du travail :

« Lorsque survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation du fonds, mise en société de l'entreprise, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise. »

Ces dispositions sont applicables à la reprise du personnel par Les THERMES DE LUCHON, régie personnalisée constituant un service public industriel et commercial, le transfert l'activité entraînant, de plein droit, le transfert des contrats de travail, sans que ces derniers ne puissent, à cette occasion, être modifiés.

Il convient par conséquent de prévoir que les THERMES puissent être en mesure d'assurer budgétairement cette reprise.

Enfin, pour assurer la continuité de la rémunération de ces agents et en l'absence de possibilité de désignation jusqu'à ce jour d'un liquidateur, il est proposé au conseil municipal de retirer la délibération du 22 décembre 2021, N° DEL20210171, et de proposer d'acter d'un nouveau calendrier pour la liquidation.

DEBATS

Mme CAU indique qu'elle pense qu'il aurait été de bon ton de mettre dans cette délibération pour la dissolution en premier parce que tout découle après du reste quoi. Voilà si on avait pu peut être commencer délibérations et retirer, c'est une dissolution, on l'a retiré. Et ensuite, on peut parler de tout ce qui est. Voilà, parce que au départ, on c'est un transfert d'activité. Licence forme bien être alors qu'on sait que la forme bien-être a été dissous au mois de décembre.

M. le maire répond que la collectivité a agit sur les conseils d'un cabinet d'avocats pour ne plus justement être sujet à des interprétations de Madame la Trésorière qui nous obligerait encore à changer ceci où cela.

M. le maire indique que c'est peut être abscons ou cela paraît peut être « pas construit » dans un ordre logique, mais ça l'est tout à fait parce que, au départ on l'a dit soudain, il n'y avait plus rien.

Mme CAU reprend Mais bon, on aurait pu mettre. On retire la délibération du mois de décembre et ensuite tout découle de ça.

M. le maire redit que la collectivité a vraiment suivi les conseils d'un cabinet d'avocats pour la rédaction de cette délibération pour ne pas se tromper.

Mme CAU demande si dans l'attente de cette reprise et au regard des difficultés de déficit de LFBE de près de 370000,00 euros, il y a un compte d'exploitation. Elle souhaite savoir si dans les 370000,00 euros il y a des subventions exceptionnelles qui avaient été versées par la ville.

M. le maire répond que ce sera détaillé, ce sera l'objet de la liquidation.

M. FERRE indique qu'il est un petit peu étonné que, pour un sujet aussi important, qui a trait aux thermes, que monsieur GABARROT ne soit pas présent.

M. le maire répond qu'il s'agit de la séance du conseil municipal.

M. FERRE indique qu'il n'en demeure pas moins qu'il était absent du conseil d'exploitation. Normalement, il est en charge des affaires thermes et présente les dossiers concernant les affaires thermes en conseil d'exploitation, voir un conseil municipal puisque ça n'exclut pas les techniciens quels qu'ils soient dès lors qu'ils ont en charge les budgets de la commune.

M. le maire rappelle que la délibération traite de LFBE et précise que la présence ou non de monsieur GABARROT ne change rien au contenu.

M. FERRE indique qu'il lit « Transfert de l'activité LFBE aux thermes » donc il s'agit de parler de LFBE mais également des thermes, il s'agit de transférer des personnels de LFBE aux thermes. M. FERRE indique que c'est quand même un sujet qui concerne -au premier chef- le directeur des thermes.

M. le maire indique à monsieur FERRE que s'il veut bien vous souvenir du début de ce qui a été dit, toutes ces questions ont été vues au 21 décembre 2021 dans la première délibération qui a été passée. Là, il s'agit uniquement de repousser de deux mois les mêmes opérations pour des raisons purement de conformité avec ce que souhaite Madame la Trésorière. M. le maire indique que tout ce qui avait été envisagé et accepté au 22 décembre est reporté à l'identique et cela avait été vu avec monsieur GABAROT.

M. FERRE indique qu'il y a une 4ème délibération à l'ordre du jour qui est l'ouverture des postes d'agents saisonniers à la régie des termes, il précise que là, il s'agit bien des affaires thermes et de la gestion des personnels des thermes.

M. FERRE indique qu'il est surpris d'apprendre que les affaires financières des thermes ne concernent pas le directeur, ça le surprend un petit peu, il demande si l'on va lui dire que la gestion des personnels des thermes ne concerne pas le directeur des thermes.

M. le maire répond qu'il n'a jamais dit ça.

M. FERRE indique qu'il s'interroge aussi de l'absence de monsieur GABARROT en séance pour parler de l'ouverture des postes d'agents saisonniers aux termes.

M. le maire répond qu'il en sera reparlé à la 4e délibération car là, il ne s'agit vraiment pas de ça dans la présente délibération.

M. FERRE répond que cela s'appelle « noyer le poisson dans l'eau thermale ». La question, est très simple, on a un conseil municipal au cours duquel on traite pas moins de 6 points qui concernent les affaires thermes (5 puisqu'il y en a un qui a été retiré) et qui concernent donc monsieur GABARROT qui n'est pas là pour parler de ces affaires thermes, donc pourquoi n'est il pas là ?

M. le maire répond qu'il y a pas de gêne à avoir, la présence de monsieur GABARROT n'est pas nécessaire ce point là a été vu avec lui et ses équipes.

M. FERRE estime que c'est surprenant parce qu'il était présent à tous les conseils d'exploitation jusqu'à maintenant et ce soir, il n'est pas là.

M. le maire indique que la surprise de monsieur FERRE est constatée.

M. FERRE indique que l'absence de monsieur GABARROT, l'absence de réponse sont très surprenantes.

M. FERRE revient au point numéro un, il rappelle qu'il s'agit d'acter un report de 2 mois de ce qui avait été acté au 22 décembre 2021.

M. FERRE souhaite savoir ce qu'il s'est passé dans l'intervalle depuis le vote en décembre (M. FERRE rappelle que lui et Mme CAU ont voté contre lors du vote).

M. FERRE indique que la dissolution de LFBE a été actée depuis quasiment deux mois et on se retrouve aujourd'hui dans une situation où les personnels de LFBE n'ont pas pu être payés. Ils se trouvent dans une situation très difficile pour certains pour vivre.

M. le maire répond que c'est exactement pour ça, comme il le disais, que la présente délibération est prise.

La raison est que Madame la trésorière a été plus vite qu'elle n'aurait dû et qu'elle a demandé à l'Insee la suppression des références LFBE ce qui interdit tout mouvement pour réouvrir et permettre en urgence le paiement de ces salaires qui ne sont pas payés comme le dit M. FERRE.

Mme CAU indique qu'elle est très étonnée et a cru lire qu'il n'était pas possible jusque là de nommer un liquidateur, elle demande si c'est vrai ou est-ce qu'on n'en a pas trouvé.

M. le maire répond que c'est vrai.

Mme CAU demande s'il n'aurait pas été prudent de lancer la liquidation lorsqu'on avait un liquidateur puisque de toute manière ça voulait dire qu'en réalité, la situation est inextricable puisqu'on a pas de liquidateur.

M. le maire indique que c'est l'objet de la délibération suivante.

Mme CAU précise qu'elle ne parle pas de ce qui se passe en séance du jour, elle parle de ce qui s'est passé au mois de décembre dernier, la décision de liquider la structure sans qu'il y ait de liquidateur.

Mme CAU indique qu'on peut dire ce qu'on veut, on peut, enfin monsieur le maire peut accuser Madame la Trésorière....

M. le maire répond qu'il n'accuse pas.

Mme CAU répond que monsieur le maire a dit qu'elle avait été plus vite que la musique donc bon, c'est quand même une façon de stigmatiser mais peu importe, ce n'est pas là le sujet.

M. FERRE Indique que la situation était inextricable, vu la façon dont les choses avaient été gérées, les salaires ne pouvaient pas être payés au mois de janvier.

M. le maire souhaite apporter un petit détail sur la liquidation et le liquidateur.

Dans la délibération, se trouve le rappel de l'article R 2221-17 17 du CGCT qui explique que la délibération du Conseil municipal décidant de renoncer à l'exploitation de la régie détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de celle-ci.

Juste en dessous, dans le même article, le maire est chargé de procéder à la liquidation de la régie et donc, d'office par le code, c'est le maire qui est le liquidateur, donc ce qui avait été écrit - dans la délibération de décembre - c'était que le maire allait être chargé de trouver un liquidateur et c'est ce qui pose soucis dans l'écriture puisque c'est le maire qui est le liquidateur par principe et qu'il ne peut choisir un liquidateur.

M. FERRE indique que cela n'enlève rien à son propos, à savoir que de toute façon, on imagine bien que ce n'est pas le le maire lui-même qui va assurer la liquidation, le code le prévoit mais ça, c'est une chose, c'est à dire qu'on peut s'abriter derrière les mots mais dans les faits, concrètement, il est bien évident que le maire ne peut pas le faire, ne peut pas l'assumer et il est nécessaire de s'appuyer sur un cabinet d'avocats pour le faire, ce qui est tout à fait légitime.

M. FERRE indique qu'il est désolé, mais le maire a été nommé par le CGCT, comme le liquidateur, et il s'appuie sur les services d'un cabinet qui n'est pas le liquidateur mais qui vient aider le maire dans la liquidation, on peut jouer sur les mots encore une fois, c'est une façon de noyer le le poisson, soyons clairs, c'est peut être la lecture du code général des collectivités territoriales, mais force est de constater que, au mois de décembre, lorsque la décision a été prise, les choses ne pouvaient pas être faites, c'est à dire que, il n'y avait personne qui était compétent pour réaliser le travail de liquidateur.

M. FERRE indique qu'à partir du mois de décembre et puisqu'on se retrouve dans cette situation, il n'y avait pas de liquidateur, donc pas de liquidation et on se retrouve dans une situation qui a posé problème à Madame la Trésorière, pour payer les salaires.

M. le maire répond que ce n'est pas du tout le manque de liquidateur. Le problème de Madame la Trésorière, c'est qu'elle a pris acte qu'il y avait un document administratif (une délibération du Conseil municipal) qui clôturait la régie à partir de la fin décembre donc la régie étant clôturée, son rôle de trésorière était de procéder à la liquidation du budget.

Toutefois, l'attente des délais de recours et du contrôle de légalité n'a pas été fait, ce qui aurait toujours laisser le temps de réagir c'est tout alors qu'il aurait fallu 2 mois, ce qui aurait permis d'assurer les salaires de décembre.

M. FERRE évoque 4 mois pour les délais de retrait d'une délibération et précise que c'est quand même dommage par rapport au personnel d'en être arrivé là.

Mme CAU indique qu'elle est bien d'accord et indique qu'il est normal que Madame la trésorière, ait tout bloqué au 1^{er} janvier.

M. le maire répond que non, ce n'était pas normal, il vient d'être rappelé qu'il y a des délais qui devaient être respectés et sur lesquels on avait compté.

Mme CAU revient sur la délibération « rayant des cadres » LFBE et ensuite on ne s'est pas préoccupé de savoir - une fois que ça a été dissous - on avait quand même pas payer les salaires.

En janvier, à partir du moment où il y avait une dissolution, on ne pouvait pas payer, on ne pouvait plus rien faire.

M. PERUSSEAU demande si monsieur le maire ne pense pas qu'une liquidation qui est qui est opérée en combien 15 jours, c'est un petit peu rapide quand même et que c'est ce qui conduit effectivement à se retrouver dans cette situation.

On peut épiloguer 50 ans sur le passé aujourd'hui.

M. PERUSSEAU indique qu'il est heureux de l'entendre dire et précise que ce qui est proposé, c'est de prolonger de 2 mois, de décaler de 2 mois la liquidation.

M. FERRE demande quand les salaires vont être payés.

M. le maire répond mardi.

Mme CAU indique qu'elle a une dernière question.

Puisque la régie est prorogée jusqu'à la fin février, que deviennent les personnels jusqu'à cette date ? Quelles activités vont-ils mener ?

M. le maire répond qu'il va revenir sur ce qui a été dit précédemment en séance du conseil d'exploitation.

Le personnel de LFBE a été réuni et le sera à nouveau lundi après-midi, ils seront en convention de mise à disposition vers les thermes, voir vers la mairie le temps de la liquidation et avec un transfert ensuite de contrat de droit privé tel que c'est écrit dans la délibération est tel que c'est juridiquement supérieur à la délibération.

Le maintien des droits des agents sans qu'on ait besoin, normalement de l'écrire, cela a été écrit pour être sûr que Madame la Trésorière ou quiconque ne puisse imaginer que l'on n'a pas prévu le transfert des contrats de travail.

M. FERRE indique qu'il a une dernière question dans le cadre du transfert des agents aux thermes, il souhaite savoir par quelle convention collective ils vont être régis.

M. le maire répond qu'ils ont la même convention collective que le thermalisme, il ont actuellement des avantages supplémentaires et comme on est en transfert, ils ont un maintien des droits et donc maintien de leurs avantages.

M. FERRE indique que les agents sont restés pendant 2 mois sans être payé.

M. le maire répond quelques jours.

M. le maire indique qu'en janvier les agents n'ont pas été payés, ils ont été payés pour le mois de décembre et un fonds de secours d'office a été actionné pour qu'ils reçoivent sans qu'ils aient besoin de le demander, une somme du CCAS en attendant que les salaires soient versés la semaine prochaine.

M. FERRE indique que cela veut donc dire qu'il y a eu un soucis de début février à aujourd'hui ?

M. le maire répond par l'affirmative.

M. le maire demande s'il y a d'autres questions.

M. FERRE souhaite apporter une précision, en indiquant qu'il estime que le conseil n'est pas totalement solidaire des personnels de LFBE et donc leur motivation pour s'abstenir sur cette délibération tient au fait qu'ils sont encore une fois très étonnés de la façon dont les choses ont été menées, et il pense que les personnels auraient mérité un petit peu plus de respect et de considération.

M. le maire fait procéder au vote.

Vu l'avis favorable du Conseil d'Exploitation des Thermes en séance du 11 février 2022.

Le conseil municipal, après délibération, par 14 voix pour, 2 abstentions (Michèle CAU et Louis FERRE) et 0 voix contre, décide :

1/ La délibération N° DEL20210171 en date du 22 décembre 2021 est retirée

2 / Il est mis fin à l'exploitation la régie LFB à compter du 28 février 2022 inclus. La fin des opérations de celle-ci est fixée au 28 février 2022 inclus.

Les comptes de la régie seront arrêtés à cette date.

L'actif et le passif de la régie LFB sont repris dans les comptes de la commune.

Le maire est chargé de procéder à la liquidation de la régie. Il peut désigner un liquidateur dont il détermine les pouvoirs. Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet du département, siège de la régie, qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation seront retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Cette comptabilité sera annexée à celle de la commune. Au terme des opérations de liquidation, la commune corrigera ses résultats de la reprise des résultats de la régie, par délibération budgétaire.

3/ Sont inscrits au budget annexe des Thermes 2022 tous les crédits nécessaires au transfert d'activité dont notamment tous les éléments relatifs aux salaires des agents de LFBE, repris en application de l'article L 1224-1 du code du travail à compter de mars 2022 pour permettre d'assumer la reprise d'activité SPA par les Thermes.

2/ REGIE LUCHON FORME ET BIEN-ETRE (LFBE), DESIGNATION DU MAIRE EN QUALITE DE LIQUIDATEUR, MODIFICATION A LA DELIBERATION DU 22 DECEMBRE 2021 (N° DEL20210171)

Rapporteur : M. le maire

Par délibération en date du 22 décembre 2021 (N° DEL20210171 transmise au contrôle de légalité le 28/12/2021, le conseil municipal a approuvé la cessation de l'activité de la régie à personnalité morale et autonomie financière « Luchon Forme et Bien-Etre ».

M. le maire rappelle à l'assemblée délibérante les termes de la délibération :

- cessation de l'exploitation de la régie est intervenue au 22/12/2021 et arrêté des comptes au 31/12/2021 (N° DEL20210171 du 22/12/2021 et Certificat administratif N° CER20210004 du 29/12/2021).

- le maire chargé de procéder à la liquidation de la régie et de désigner par arrêté un liquidateur, dont il déterminera les pouvoirs.

- reprise du patrimoine (actif et passif).

Par délibération du 11 février 2022, la délibération qui précède a été retirée et la cessation des opérations de la REGIE a été fixée au 28 février 2022.

Le cabinet Elige à Bordeaux (société d'avocats), spécialiste en droit public a été désigné afin d'accompagner la collectivité dans ce dossier. Ce dernier, tout comme le cabinet d'expert-comptable

de la régie, ne peuvent assumer le rôle du liquidateur, étant précisé que les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable public de la Commune.

Considérant que le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable public et la difficulté rencontrée par la collectivité afin de trouver un liquidateur, il est proposé au conseil municipal de désigner monsieur le maire en tant que liquidateur de la régie.

Vu l'avis favorable du Conseil d'Exploitation des Thermes en séance du 11 février 2022.

Le conseil municipal, après délibération, par 14 voix pour, 2 abstentions (Michèle CAU et Louis FERRE) et 0 voix contre, approuve la proposition de désigner monsieur le maire en tant que liquidateur de la régie.

3/ AUTORISATION DE VENTE DE MATERIEL DE LFBE.

Supprimée.

4/ OUVERTURE DES POSTES D'AGENTS SAISONNIERS A LA REGIE DES THERMES ET INTEGRATION DES PERSONNELS DE LFBE

Rapporteur : M. le maire

M. le maire indique que la présente délibération concerne l'ouverture des postes d'agents saisonniers pour la saison 2022 et donc, incidemment, l'intégration du personnel LFBE.

Il précise aux élus qu'ils disposent du tableau de répartition des effectifs estimés pour l'année 2022. Au plus fort de l'année, il y aura donc 105 agents.

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante qu'il convient de procéder aux ouvertures de postes saisonniers aux Thermes afin de procéder aux recrutements.

Le tableau ci-dessous permet d'identifier la montée en charge de l'établissement thermal.

Cet effectif, maximal, sera donc à adapter selon les besoins de l'organisation.

En outre, à la suite de la liquidation de la régie personnalisée LFBE, service public industriel et commercial et en application de l'article L 1224-1 du code du travail, la régie Les thermes, régie personnalisées constituant un service public industriel et commercial, reprenant l'activité de la régie LFBE, il convient d'acter que ce transfert d'activité entraîne, de plein droit, le transfert des contrats de travail des salariés de LFBE, sans que ces derniers ne puissent, à cette occasion, être modifiés.

Il y a donc lieu de modifier l'effectif pour tenir compte de cette situation à compter du 1^{er} mars 2022.

L'effectif des Thermes de Luchon sera donc au maximum, pour cette saison 2022 :

EFFECTIF ANNEE 2022												
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Droit public	13	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
Droit privé												
CDI Thermes	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
CDI LFBE			9	9	9	8	8	8	7	7	7	7
CDI 10 mois	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
CDI 11 mois	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
CDD saison	0	0	54	58	58	59	69	72	80	80	0	0
TOTAUX	18	18	81	85	85	85	95	98	105	105	25	25

Mars 2022 :

ADMINISTRATIFS :

- 04 agents du 01 Mars 2022 au 15 Octobre 2022
- 01 agent du 28 Mars 2022 au 15 Octobre 2022

SOINS :

- 44 agents du 01 Mars 2022 au 15 Octobre 2022
- 03 agents du 01 Mars 2022 au 21 Octobre 2022

KINES :

- 2 kinésithérapeutes du 07 Mars au 15 Octobre 2022

Avril 2022 :

SOINS :

- 02 agents du 04 Avril 2022 au 15 Octobre 2022

KINES :

- 1 Kinésithérapeute du 11 Avril 2022 au 15 Octobre 2022
- 1 Kinésithérapeute du 18 Avril 2022 au 15 Octobre 2022

Juin 2022 :

- 1 agent du 07 Juin au 15 Octobre 2022

Juillet 2022 :

- 10 agents du 25 Juillet au 15 Octobre 2022

Août 2022 :

- 3 agents du 15 Août au 15 Octobre

Septembre 2022 :

- 08 agents du 05 Septembre 2022 au 15 Octobre 2022 (renfort + 2nd équipe Blanchisserie).

Total : 80 agents saisonniers pour la saison 2022.

DEBATS

M. PERUSSEAU indique que par respect pour les personness qui sont venues pour le conseil municipal, il va reposer les mêmes questions que précédemment.

M. PERUSSEAU souhaite avoir une idée de l'activité des thermes pour l'année 2022, quel est le niveau de réservations à ce jour par rapport à une année normale.

M. le maire répond qu'à ce jour, on a un peu plus de 2000 réservations, ce qui n'est pas trop mal en par rapport à ce qui se faisait jusqu'en 2019.

Il faut pas oublier l'impact que peut avoir une année électorale sur la fréquentation pendant les mois électoraux, évidemment.

Et on estime entre 6500 et 7000 curistes.

M. PERUSSEAU souligne qu'il y a un risque de perte d'exploitation pour les thermes qui n'ont pas besoin de ça.

M. le maire répond que le budget 2022 est en cours de finalisation, de gros efforts ont été faits avec la direction des thermes, justement pour ajuster au mieux, le personnel saisonnier nécessaire par rapport à l'activité anticipée.

Parallèlement, des efforts ont été faits, très importants, sur la réduction des frais généraux. M. le maire indique que les chiffres seront donnés de manière détaillée et sur lesquels il sera possible de revenir pour le budget 2022 des thermes.

M. PERUSSEAU demande la date du budget.

M. le maire répond en mars/avril.

Mme CAU évoque le Directeur des thermes qui se trouve dans le tableau, il demande si cela veut dire que c'est un fonctionnaire, il est pas saisonnier.

M. le maire répond qu'il n'est pas saisonnier, c'est un contrat de droit public de et non pas un contrat de droit privé, il n'est pas dans les fonctionnaires non plus parce que dans tous les EPIC, les services publics, les directeurs doivent être soit fonctionnaire, soit sous contrat de droit public.

Il est mentionné « fonctionnaire » dans la délibération alors que c'est agent de droit public qui aurait dû être écrit, on a droit privé dans le tableau et on a fonctionnaire qu'il faut remplacer par « droit public ».

La différence d'effectifs entre janvier et les autres mois est liée aux départs à la retraite.

Mme CAU demande s'il faut ajouter une personne en droit privé dans le tableau.

M. le maire répond par la négative, il est dans les 13 et après il y a un premier départ à la retraite au 1er février et probablement d'autres retraites dans les contrats de droits publics des thermes dans l'année mais comme il y a des difficultés avec les caisses de retraite, pour être certains des dates de départ, il est préférable de les garder à l'effectif et de réactualiser en cours d'année.

Et pour répondre à la question de monsieur PERUSSEAU, c'est vrai qu'il aurait été bien que monsieur le Directeur des thermes soit là mais ce n'est pas grave.

M. le maire indique qu'en regardant la première et la 4^{ème} délibération, on se rend compte que, par rapport aux activités qui sont qualifiées d'activités de bien-être donc qui vont être reprises par les thermes, figurent des cures découvertes de 2 jours :

- application de boue,
- bain en immersion
- vapeurs dirigées
- douches au jet.

Et, si les conditions sanitaires le permettent, l'ouverture du vaporarium, ce qui veut dire qu'en fait, les activités de LFBE ne pourront pas reprendre tel qu'elles fonctionnaient jusqu'à la fermeture du vaporarium et donc finalement les personnels de LFBE vont être repris aux thermes, mais ils vont être redéployés sur des activités thermales.

M. FERRE indique qu'il reformule si vous voulez ce qu'on c'est, oui ou non, mais est ce que c'est je peux pas, je peux pas répondre en oui ou non

M. le maire indique à M. FERRE qu'en fait, il y a du personnel de LFBE Hydrothérapeute, le personnel d'hydrothérapeute faisait les mêmes actions, à quelque chose près, que le personnel des thermes, donc ils peuvent être redéployés sur l'effectif, des thermes sans aucune difficulté.

M. le maire rappelle que l'ensemble du personnel de LFBE fait partie de l'effectif Arénadour pour l'année 2023 sur la partie SPA ou autre de Arénadour et dans le transfert d'activité, nous sommes en train de proposer aux agents de LFBE des missions qui vont pouvoir leur assurer un maintien de travail, que ce soit sur une activité comme les hydro thérapeutes qui sont des activités de poursuite de LFBE ou d'autres activités sur lesquelles les agents auront des compétences.

M. FERRE indique que pour certains agents, il a été évoqué des missions d'agent d'accueil etc ... donc ce sont des activités thermales, donc il va bien y avoir un redéploiement de personnel sur l'activité thermique.

M. le maire indique qu'il a du mal à comprendre ce que M. FERRE souhaite obtenir comme réponse,

M. FERRE répond que c'est tout bête, soit les personnels sont redéployés sur l'activité thermique, c'est à dire qu'alors, pour faire court, si on considère qu'avant il y avait LBE qui avait une activité et les thermes qui avaient une autre activité, si on comprend bien, il y a les personnels de LFBE qui vont faire des

fonctions qui relèvent de l'établissement thermal, c'est à dire qu'ils vont travailler pour les cures conventionnées.

M. FERRE indique que cela veut dire que les 9 personnes qui faisaient fonctionner le Vapo, la partie SPA etc..... vont continuer à faire les mêmes activités, en faisant simplement des cures découvertes de 2 jours.

M. le maire répond qu'il n'a pas été dit que ces personnes seraient affectées sur les cures découvertes de 2 jours, sur l'année 2022 ont été identifiées les activités qui peuvent être identifiées comme de l'activité SPA.

M. le maire indique que pour le public notamment, il va préciser qu'il y a, parmi le personnel de LFBE, 3 hydrothérapeute, un maître-nageur, un agent commercial, un agent d'accueil, un agent comptable.

M. FERRE indique que ce sont des missions qui sont – en reprenant les termes de M. le maire - des missions que l'on peut trouver aux thermes sans être des missions affectées thermalisme. Les agents d'accueil aux thermes reçoivent de la clientèle thermique, c'est à dire de la clientèle conventionnée, sécurité sociale et l'année dernière, qui ont reçu des clients de la partie découverte donc M. FERRE indique qu'il va alors tirer ses propres conclusions parce que de toute manière il pense qu'il ne sera pas possible d'y arriver.

M. FERRE indique que d'après la lecture des délibérations, il est fort probable, même quasiment certain que les personnels qui aujourd'hui sont affectés à LFBE vont intervenir au niveau de l'activité thermique, c'est à dire de l'activité conventionnée par la sécurité sociale ce qui veut dire que la conséquence c'est qu'il y aura moins de personnel saisonnier qui va être embauché aux thermes l'an prochain.

M. le maire indique que cela a été expliqué ce matin même on a 9 personnes à LFBE

M. FERRE indique que ça veut dire qu'il va y avoir un minima de 9 saisonniers l'an prochain qui ne vont pas être rembauchés aux thermes.

M. FERRE indique qu'il pense que c'est important aussi que les personnels saisonniers des thermes, en tout cas une partie d'entre eux, sache que l'an prochain, ils ne seront pas repris aux thermes, parce que ce sont des personnes qui ont souvent des petits salaires qui ont des situations sociales précaires.

M. FERRE indique que aussi une interrogation que l'on peut avoir sur la gestion.

M. le maire répond que cela a été expliqué précédemment aussi expliqué aux agents de LFBE.

9 personnes - de mémoire - ont été recrutés en fin de saison et qui sont des CDD qui n'ont pas droit au renouvellement car « derniers entrés » et on va jouer bien entendu sur les départs à la retraite.

M. le maire rappelle les 370000€ de déficit d'exploitation sur LFBE et que la gestion demandée c'est d'éviter de reproduire ce déficit.

M. FERRE indique que les agents « derniers entrés », ce n'est pas qu'ils ne peuvent pas prétendre à nouveau à un CDD, c'est qu'il est décidé de ne pas les conserver, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

M. le maire répond que c'est en fait le droit à renouvellement, ils ne sont pas concernés par le droit au renouvellement certain.

M. FERRE indique que ce n'est pas ce que disent les accords d'entreprise.

M. le maire répond que ce n'est pas vrai et remercie M. FERRE.

M. le maire rappelle qu'il s'agit dans cette délibération d'approuver la répartition des effectifs saisonniers telle qu'elle est présentée en séance pour l'année thermal 2022.

M. le maire fait procéder au vote.

Vu l'avis favorable du Conseil d'Exploitation des Thermes en séance du 11 février 2022.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver les ouvertures de postes d'agents saisonniers telles que détaillées à la présente.

Le conseil municipal, après délibération par 14 voix pour, 2 abstentions (Michèle CAU et Louis FERRE) et 0 voix contre, approuve les ouvertures de postes d'agents saisonniers telles que détaillées à la présente.

5/ INSCRIPTIONS DE CREDITS EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2022 DE LA REGIE DES THERMES

Rapporteur : Monsieur le maire

M. le maire indique aux élus qu'il s'agit d'une délibération qui corrige un oubli. Il rappelle à l'assemblée que lors de la séance du 22 décembre 2021, le conseil a validé à l'unanimité la délibération concernant l'inscription de crédits en dépenses d'investissement avant le vote du budget 2022 de la régie des thermes.

Or, dans cette délibération, la colonne « article » avait été oubliée lors de l'insertion du tableau et donc il s'agit ici de réintégrer cette colonne qui avait été oubliée et qui fait détaille les investissements concernés.

M. le maire précise aux élus qu'il n'y a aucun changement sur les totaux des chiffres. M. le maire indique aux élus que le conseil d'exploitation, qui s'est réuni précédemment, a donné un avis favorable à l'approbation de cette délibération.

Monsieur le Maire indique à l'assemblée délibérante que par délibération du 22 décembre 2021, le conseil municipal a validé à l'unanimité la délibération concernant l'inscription de crédits en dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2022 de la régie des thermes.

Il s'avère que la colonne "article" a été omise lors de l'insertion du tableau.

La présente délibération complète la délibération n°DEL20210174 du 22 décembre 2021.

Le tableau est ainsi complété :

OPERATION	ARTICLE	CREDITS OUVERTS 2022
OP 56 – Etudes divers travaux	2031 - Frais d'études	1 500
OP 57 – Prescription audit sécurité phase 2	2135 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions	45 000
OP 58 – Prescription audit sanitaire phase 2	2135 -Installations générales, agencements, aménagements des constructions	50 000
OP 59 – Prescription technique phase 2	2135 -Installations générales, agencements, aménagements des constructions	75 000
OP 60 – Matériel industriel	218 - Autres immobilisations corporelles	20 000
OP 61 – Divers travaux courants	2135 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions	10 000
OP 62 - Mobilier	2188 - Autres immobilisations corporelles	3 000

Vu l'avis favorable du Conseil d'Exploitation des Thermes en séance du 11 février 2022.

Monsieur le maire propose aux élus d'approuver le complément à la délibération du 22 décembre 2021.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le complément à la délibération du 22 décembre 2021.

6/ ASTREINTE AGENTS TECHNIQUES THERMES ANNEE 2022

Rapporteur : M. Le Maire

M. le maire précise qu'il va donné lecture de la délibération pour le public.

Il s'agit des astreintes payées aux agents techniques des Thermes pour l'année 2022.

- M. le maire rappelle que depuis 2016, par acte signé entre les organisations syndicales représentatives et la direction des thermes, les astreintes payées aux agents techniques des thermes ont été fixés à 318, 40 € la semaine soit 232, 40 € le week-end (vendredi, samedi, dimanche) et 86, 00 € en semaine.

Ce document n'a pas été validé par une délibération au Conseil municipal et après contrôle du Trésor public, ne permet plus les versements des sommes antérieurement versées.

Par délibération en date du 14 décembre 2018, les thermes de Luchon deviennent budgets annexes de la commune. Les agents titulaires de la fonction publique restent agent titulaire et les agents contractuels de droit public deviennent agent contractuel de droit privé et relèvent de la convention collective du Thermalisme.

Pour mémoire :

- *Le statut de la fonction publique territoriale prévoit :*
 - *Tarif astreinte d'exploitation week-end, vendredi soir au lundi matin : 116, 20 €*
 - *Tarif astreinte d'exploitation de nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures : 10, 75 €*
 - *Tarif astreinte d'exploitation le dimanche ou un jour férié : 46, 55 €*
- *La convention du thermalisme prévoit :*
 - *Tarif indemnité de 5% du salaire horaire de base de l'agent en compensation de chaque heure d'astreinte effectuée*
 - *Rémunération correspondant aux heures d'intervention, calculée conformément à la réglementation du temps de travail*

M. le maire propose à l'assemblée - pour rectifier - cette non-conformité, que pour cette année 2022, dernière année d'exploitation en régie des thermes, pour assurer la surveillance et le maintien en sécurité des équipements, le personnel Agent Technique des thermes qui réalise des astreintes :

- *Perçoive les astreintes au tarif réglementaire correspondant à chaque statut,*
- *Soit missionné en journée sur l'ensemble de sa période d'astreinte comme « référent journée », étant ainsi le point d'entrée des problématiques à régler dans la semaine, laissant le reste de l'équipe sur les missions planifiées.*
- *Que la mission « référent journée » soit gratifiée par arrêté individuel d'une prime sur 2022, permettant d'atteindre, « astreinte et référent journée compris », le montant individuel total perçu antérieurement.*

Depuis 2016, par acte signé entre les organisations syndicales représentatives et la direction des Thermes de Luchon, les astreintes payées aux agents techniques des Thermes ont été fixées à :

- 318, 40 € la semaine soit 232, 40 € le week-end (vendredi, samedi, dimanche) et 86, 00 € en semaine

Ce document, non validé par une délibération, après contrôle du trésor public, ne permet plus les versements des sommes antérieurement versées.

Par délibération n° 20180160 en date du 14/12/2018, les Thermes de Luchon deviennent budget annexe de la commune.

- Les agents titulaires de la fonction publique restent agents titulaires
- Les agents contractuels de droit public deviennent agent contractuel de droit privé et relèvent de la convention collective du Thermalisme.

Pour mémoire :

- Le statut de la fonction publique territoriale prévoit :
 - o Tarif astreinte d'exploitation week-end, vendredi soir au lundi matin : 116, 20 €
 - o Tarif astreinte d'exploitation de nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures : 10, 75 €
 - o Tarif astreinte d'exploitation le dimanche ou un jour férié : 46, 55 €
- La convention du thermalisme prévoit :
 - o Tarif indemnité de 5% du salaire horaire de base de l'agent en compensation de chaque heure d'astreinte effectuée
 - o Rémunération correspondant aux heures d'intervention, calculée conformément à la réglementation du temps de travail.

Vu l'avis favorable du Conseil d'Exploitation des Thermes en séance du 11 février 2022.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, décide :

- Pour cette année 2022, dernière année d'exploitation en régie des Thermes de Luchon,
- Pour assurer la surveillance et le maintien en sécurité des équipements,
- Le personnel agent technique des Thermes qui réalise des astreintes
 - o Perçoive les astreintes au tarif réglementaire correspondant à chaque statut,
 - o Soit missionné en journée sur l'ensemble de sa période d'astreinte comme « référent journée », étant ainsi le point d'entrée des problématiques à régler dans la semaine, laissant le reste de l'équipe sur les missions planifiées.
- La mission « référent journée » soit gratifiée par arrêté individuel d'une prime sur 2022, permettant d'atteindre, « astreinte et référent journée compris », le montant individuel total perçu antérieurement.

AFFAIRES COMMUNALES

7/ REGIME DES DELEGATIONS – COMPTE-RENDU DES DECISIONS INTERVENUES

Rapporteur : M. le maire

Examiné en début de séance.

8/ MANDAT SPECIAL AU MAIRE POUR UN DEPLACEMENT A PARIS

Rapporteur : M. le maire

M. le maire rappelle qu'il s'est rendu au ministère de la culture à Paris le 17 et 18 janvier 2022 et a rencontré donc Monsieur Boyer, conseiller spécial en charge des élus, des collectivités locales et de l'outre-mer, sur demande de Madame la Ministre que monsieur le maire avait contactée.

L'objet de ce déplacement était de présenter l'état actuel de la ville en ce qui concerne son patrimoine et la vie culturelle, mais surtout d'indiquer nos ambitions et contraintes financières.

M. le maire indique à l'assemblée délibérante qu'il s'est rendu au ministère de la culture à Paris le 17 et 18 janvier dernier, afin de rencontrer M. Olivier BREUJILLY, Conseiller spécial en charge des élus, des collectivités locales et de l'outre-mer, sur demande de Madame la Ministre.

L'objet de ce déplacement était de présenter l'état actuel de la ville en ce qui concerne son patrimoine et la vie culturelle mais surtout d'indiquer nos ambitions et les limites et contraintes financières qui s'imposent à nous.

M. le maire indique aux élus que le billet d'avion, ainsi que le logement, aux dates exposées, ont été imputés en charges sur la régie d'avance du Cabinet.

En ce qui concerne les frais de repas et de déplacement intra-muros, il convient d'autoriser le remboursement aux frais réels.

M. le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver les modalités du déplacement ainsi que la prise en charge des frais liés à ce déplacement, tels qu'exposés en séance.

DEBATS

Mme CAU intervient pour indiquer qu'il avait été convenu en conseil municipal que les élus auraient un compte rendu.

M. PERUSSEAU indique qu'il n'a pas eu de compte rendu de M. LERAY. Il indique qu'il n'avait pas compris, à l'époque en quoi consistait le séminaire auquel M. LERAY se rendait il avait donc demandé s'il était possible d'avoir un compte rendu et cela avait été validé.

M. LERAY indique qu'il a gardé en mémoire le fait qu'il l'ai fait et qu'il va le le refaire sans problème.

M. PERUSSEAU indique que - dans ce cadre-là - il s'excuse, mais par principe, il m'abstiendra. Il indique que pour des dépenses supplémentaire pour l'équipe, il convient qu'il y ait un compte rendu.

M. le maire indique qu'il vérifiera mais qu'il pense l'avoir fait.

M. le maire rappelle qu'il s'agit d'accepter une proposition de remboursement de frais pour un déplacement à Paris le concernant, la question déborde largement du sujet, il indique à M. PERUSSEAU que sa demande a été comprise et l'en remercie.

Il est procédé au vote.

Le conseil municipal, après délibération, par 15 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention (M. Oliver PERUSSEAU), approuve les modalités du déplacement de monsieur le maire à Paris ainsi que la prise en charge des frais tel qu'exposé en séance.

9/ AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ORGANISATION D'UN FESTIVAL DE MUSIQUE « GAROSNOW » AVEC GAROEVENTS.

Rapporteur : M. Le Maire

M. Le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver l'avenant à la Convention de partenariat pour l'organisation d'un festival de musique « Garosnow » avec Garoevents, convention qui a été validée en conseil municipal le 29 novembre 2021.

Considérant les mesures sanitaires et la diminution de la jauge, le paragraphe « CONTEXTE » est modifié ainsi : « GAROEVENTS organise un festival de musiques actuelles intitulé Festival GAROSNOW qui se déroulera du 18 au 20 mars 2022 ».

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

M. Le Maire demande à l'assemblée délibérante d'approuver l'avenant tel qu'exposé en séance et de l'autoriser à le signer.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'avenant à la convention de partenariat pour l'organisation d'un festival de musique « GAROSNOW » avec GAROEVENTS tel qu'exposé en séance.

10/ ACQUISITION D'UN TERRAIN CADASTRE SECTION AC NUMERO 252 APPARTENANT A PIERRE SEROUX SITUE A L'AERODROME DE BAGNERES DE LUCHON

Rapporteur : M. Le Maire

M. le maire indique aux élus que la présente délibération concerne l'acquisition d'un terrain. dans l'enceinte de l'aérodrome.

Il rappelle à l'assemblée qu'il y a encore 6 ou 7 parcelles qui appartiennent à des personnes privées sur l'aérodrome et si la commune souhaite garantir la pérennité de l'aérodrome il est nécessaire que, d'une manière ou d'une autre, la commune puisse être propriétaire de l'ensemble de cette surface.

Un premier cas se présente, c'est monsieur Pierre SEROUX qui est propriétaire d'une parcelle en plein centre de l'aérodrome.

M. le maire indique que de mémoire, la surface est de 1300 m².

M. Pierre SEROUX est propriétaire d'un terrain cadastré Section AC n° 252, d'une superficie de 1075 m², situé dans la Zone **Uaéro**, zone affectée essentiellement au domaine aéronautique, et, **RI** du plan des prévention des risques naturels, zone de risque fort d'inondation, donc, non constructible, également, soumise aux servitudes aéronautiques (**T5**) pour la protection de la circulation aérienne, servitude de dégagement, ce qui implique des mesures de sécurité strictes.

L'aviation civile par mesure de sécurité des vols, et, la réglementation aérienne, impose que l'espace réservé à l'aérodrome soit clos.

Une fois la clôture de protection installée, il n'aura plus d'accès à son terrain. De ce fait, la commune de Bagnères de Luchon a proposé une vente à l'amiable pour un montant de 5 000 euros, afin d'éviter la procédure d'expropriation.

Le principe de cette transaction ayant été accepté par chacune des deux parties, monsieur le maire propose aux membres du Conseil Municipal :

- d'approuver l'acquisition de ce terrain cadastré section AC numéro 252 d'une superficie de 1075 m², appartenant à monsieur Pierre SEROUX situé à l'aérodrome de Bagnères de Luchon pour un montant de 5 000 euros.
- de donner pouvoir à monsieur le maire de signer tout document relatif à cette acquisition qui sera rédigé par Maître Thierry GELY, Notaire de la Commune.

Les frais afférents à l'acquisition du bien immobilier sont à la charge de la commune.

Mme CAU indique que - dans l'ordre du jour – il faut rectifier car il s'agit d'une acquisition alors que sur l'ordre du jour, il y a marqué « cession de terrain », ce n'est pas tout à fait pareil.

Il est procédé au vote.

Le Conseil Municipal, après délibération, à l'unanimité,

- approuve l'acquisition du terrain cadastré section AC numéro 252 d'une superficie de 1075 m², appartenant à monsieur Pierre SEROUX situé à l'aérodrome de Bagnères de Luchon pour un montant de 5 000 euros.
- Donne pouvoir à monsieur le maire de signer tout document relatif à cette acquisition qui sera rédigé par Maître Thierry GELY, Notaire de la Commune.
- Dit que les frais afférents à l'acquisition du bien immobilier sont à la charge de la commune.

9/QUESTIONS DIVERSES.

M. FERRE indique qu'à plusieurs reprises il a demandé qu'il puisse y avoir des débats, notamment sur la préparation budgétaire, etc....., mais surtout des débats liés à la prospective.

Or, il se trouve que l'article L. 2121- 19 du code général des collectivités territoriales stipule que, « à la demande d' 1/10e au moins des membres du conseil municipal, un débat portant sur la politique générale de la commune est organisé lors de la réunion suivante du conseil municipal.

M. FERRE précise que les élus étant 19 au conseil municipal, 1/10° représente donc 1,9 personnes, c'est à dire 2 et donc Mme CAU et lui-même demandent à ce que se tienne à la prochaine séance du conseil municipal un débat portant sur la politique générale de la commune, comme prévu par l'article L 2121- 19 du code général des collectivités territoriales.

M. le maire remercie M. FERRE et indique qu'il en sera donc fait ainsi.

Mme CAU exprime une demande concernant le transfert des thermes dans le cadre de la DSP. Elle souhaite qu'il y ait un travail réalisé sur le personnel préalablement au transfert sur la manière dont se fera le transfert. Elle indique qu'effectivement, c'est pour 2023 et le temps passe vite. Mme CAU souhaite qu'il y ait des réunions pour parler avec le personnel.

M. le maire indique à Mme CAU que les réunions ont déjà commencé et que cela va continuer.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 38.